

*Questions orales*

près les négociations, il est certain que nous n'allons rien savoir.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Qui a dit ça?

**Une voix:** C'est plein de bon sens.

**M. Crosbie:** Le député de Toronto et porte-parole pour les questions de justice, si je ne m'abuse, l'honorable M. Kaplan, a dit que le Canada devait essayer de jouer le plus grand rôle possible dans les pourparlers afin de protéger ses intérêts. Je ne fais rien d'autre que suivre leurs conseils, monsieur le Président, en prenant part à ces entretiens.

Je suis heureux de constater que le Parti libéral appuie nos efforts, et je l'encourage à continuer de montrer. . .

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Le week-end dernier, les États-Unis ont fixé au Canada un délai déraisonnable pour que celui-ci lui fasse part de son intention de participer ou non aux négociations commerciales entre les États-Unis et le Mexique.

Hier, au lieu de défendre les intérêts des familles et des travailleurs canadiens et de protéger notre souveraineté, le ministre du Commerce extérieur a cédé à l'ultimatum que lui ont lancé les États-Unis et a dit que le Canada participerait aux négociations.

L'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a coûté cher aux Canadiens: 226 000 emplois sont disparus en deux ans et le nombre de faillites a doublé à cause de la politique du gouvernement. Le ministre du Commerce extérieur peut-il nous dire quel prix le Canada est prêt à payer pour participer aux négociations commerciales entre les États-Unis et le Mexique?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, notre gouvernement verra à ce que le Canada soit actif sur la scène internationale parce que nous savons qu'il ne peut pas survivre seul, isolé du reste du monde. Il ne peut pas survivre s'il y a des barrières commerciales entre lui et presque tous les autres pays, y compris les pays moins développés que le parti de la députée est censé appuyer, mais qu'il abandonne chaque fois que nous essayons d'améliorer leur sort en augmentant nos échanges commerciaux avec eux. Le parti de la députée abandonne ces pays.

En ce qui concerne les discussions d'hier, aucun ultimatum n'a été lancé et aucun délai n'a été fixé. Depuis septembre dernier, nous discutons avec les États-Unis et le Mexique de la possibilité de négociations tripartites en vue de conclure un accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord. Nos discussions portent sur des questions de forme. Il s'agit simplement de s'assurer que des négociations à trois ne seraient pas plus longues et plus difficiles que des discussions bilatérales entre les États-Unis et le Mexique. Nous nous rendons compte qu'il n'y a aucune raison pour que notre participation retarde le processus.

Je m'attends à ce que les trois pays en cause décident, d'ici quelques semaines, s'il y aura ou non des négociations tripartites si le Congrès américain approuve, en mars ou en avril, la participation des États-Unis. C'est tout ce que nous faisons. Nous ne lançons pas d'ultimatums et nous n'en acceptons pas non plus. Nous faisons simplement défendre les intérêts du Canada et des Canadiens.

La députée devrait savoir que les chiffres qu'elle donne au sujet des emplois perdus. . .

• (1430)

**M. le Président:** La députée du Yukon.

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Question supplémentaire, monsieur le Président. Je ne crois pas qu'un seul Canadien puisse croire aujourd'hui que le gouvernement se soucie des emplois au Canada. Il a déjà causé la perte de 200 000.

**Des voix:** Bravo!

**Mme McLaughlin:** Les responsables américains auraient déclaré que le Canada ne peut pas soulever la question de ses pertes d'emplois parce que cela retarderait indûment les pourparlers. Le président Bush lui-même a dit que le Canada ne pouvait participer que s'il ne causait pas de retards indus. Autrement dit, nous ne pouvons prendre part aux négociations que si nous ne soulevons pas la question des travailleurs canadiens et des familles canadiennes.

Le ministre dit qu'il s'inquiète au sujet des travailleurs étrangers, des travailleurs du Mexique. Pourtant, il ajoute qu'il n'y aura aucune condition préalable à ces pourparlers.

Pourquoi pas, monsieur le Président? Pourquoi ne pas exiger au préalable que les salaires mexicains, les conditions de travail mexicaines et les normes environnementales mexicaines montent au niveau des normes canadiennes, et pas que les normes canadiennes baissent au niveau des leurs?

**Des voix:** Bravo!